



Gauchebdo
 1205 Genève
 022/ 320 63 35
 www.gauchebdo.ch

Genre de média: Médias imprimés
 Type de média: Presse journ./hebd.
 Tirage: 2'500
 Parution: 44x/année

N° de thème: 540.12
 N° d'abonnement: 1085158
 Page: 1
 Surface: 66'885 mm²

Haro sur la spéculation meurtrière!

MOBILISATION • Le Collectif contre le trading sur les matières premières a organisé une manifestation pour dénoncer la spéculation sur l'agriculture et s'opposer au forum du Global Grain qui se tient à Genève.

«**P**as d'accapareurs de terres agricoles, ni à Genève, ni ailleurs!» C'est sous cette banderole que le Collectif contre le trading sur les matières premières s'est donné rendez-vous le 13 novembre sur le Pont de l'Île à Genève. C'est dans la ville du bout du lac que s'est tenu jusqu'au 15 novembre le Global Grain Geneva. Ce 10^{ème} rendez-vous international, patronné par plusieurs banques comme BNP-Paribas, regroupait le gotha des compagnies de négoce et des acheteurs de matières agricoles comme les multinationales Cargill, Bunge ou Louis Dreyfus commodities. «Ces sociétés sont des monstres froids qui sucent la vie des petits paysans, particulièrement en Afrique et en Asie du Sud», rappelait Jean Ziegler dans son livre *Destruction massive. Géopolitique de la faim*. La réunion se partageait entre conférences sur des thèmes comme l'investissement dans l'agriculture et séances de négociations.





Joël Depommier

«98% des transactions sur les matières alimentaires sont purement spéculatives. Des produits agricoles peuvent être échangés virtuellement jusqu'à 30 fois par jour, ce qui conduit à une hausse des prix préjudiciable aux peuples», a expliqué Gilles Godinat de SolidaritéS, en rappelant que 30% des transactions mondiales dans le domaine agricole se font à Genève. «C'est de l'argent sale avec lequel ces spéculateurs et la Suisse font leur beurre. Il se fait au détriment des paysans du sud, des populations rurales de ces régions, qui sont mises sur la paille», a renchéri Philippe Sauvain, membre de L'autre syndicat, en invitant les gens à se coucher sur des ballots de paille disposés aux alentours. Il a aussi dénoncé l'accaparement des terres dans le monde par des propriétaires privés.

«Cette occupation représente une surface grande comme 10 fois la superficie de la Suisse. Les paysans sont obligés de devenir des employés de ces multinationales à des conditions infra-humaines ou de s'exiler dans les centres urbains», a-t-il dénoncé, en demandant que les citoyens protestent contre cet état de fait et interpellent les autorités. Un récent dossier de l'association internationale Grain, qui défend les paysans, montre comment 10'000 agriculteurs sierra léonais ont été expulsés de leurs terres «sans compensation» par la société Addax Bioenergy. Cette société, propriété du franco genevois Jean-Claude Gandur, aussi grand amateur d'art, veut produire du bioethanol dès 2013.

«Depuis vingt ans qu'existent des accords de dérégulation dans le secteur agricole, la faim s'est aggravée, car l'agriculture, qui est un bien public, a été livrée aux intérêts du privé», a

encore expliqué Rudi Berli, permanent du syndicat Uniterre qui défend un contrôle public dans ce secteur. «La paysannerie d'ici qui se trouve de plus en plus otage de l'agro-industrie. Il est urgent de se réapproprier notre agriculture et notre alimentation et d'exiger la souveraineté alimentaire qui permet aux peuples de contrôler ce qu'ils veulent manger», a-t-il revendiqué.

«Un commerce de la mort»

Prenant la parole au nom de la Jeunesse socialiste, François Clément, coordinateur romand de l'initiative fédérale «Pas de spéculation sur les denrées alimentaires» a expliqué que les pratiques spéculatives amenaient la pauvreté et que 900 millions de personnes souffraient de la faim dans le monde. Le texte de l'initiative veut interdire ces spéculations, qu'elle soit le fait de banques, de négociants en valeurs mobilières, d'assurances privées, de fonds de placements collectifs de capitaux ou d'institutions d'assurances sociales et d'investisseurs institutionnels. Seuls seraient autorisés les contrats conclus entre producteurs et commerçants de matières premières agricoles qui portent sur la garantie des délais ou des prix fixés pour livrer des quantités déterminées. «On n'a pas besoin de ce commerce de la mort. Il va à l'encontre des valeurs suisses de respect de la vie, du travail utile et bénéfique à tous», a-t-il encore plaidé. «Comme avec les forfaits fiscaux, la Suisse pourrait être montrée du doigt par la communauté internationale si nous favorisons le boursicotage sur les denrées alimentaires », a-t-il prophétisé. ■

Date: 16.11.2012

GAUCHEBDO



AGIR
Agence d'information
agricole romande

Gauchebdo
1205 Genève
022/ 320 63 35
www.gauchebdo.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 2'500
Parution: 44x/année

N° de thème: 540.12
N° d'abonnement: 1085158
Page: 1
Surface: 66'885 mm²



Rudi Berli, permanent du syndicat Uniterre, a lancé une diatribe contre les accords de dérégulation dans le secteur agricole et plaidé pour la souveraineté alimentaire.

Carlos Serra